

IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 03/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HTL**

7 RUE ALFRED KASTLER  
Z.I de l'Aumaillerie  
35133 Javené

Références : DDPP35 2025 03273  
Code AIOT : 0053501395

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement HTL implanté 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumaillerie 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'inspection annuelle du site qui est un établissement prioritaire. Les suites de l'action nationale COV réalisée en 2024 ont particulièrement été étudiées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HTL
- 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumaillerie 35133 Javené

- Code AIOT : 0053501395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HTL, située 7 Rue Alfred Kastler sur la commune de JAVENE (35133), exploite une unité de fabrication de biopolymères.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°44268 du 20 novembre 2019 au titre de la rubrique principale n°3450 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques).

Elle est également soumise au régime de l'Autorisation pour les rubriques 2681 (Micro-organismes naturels pathogènes - mise en œuvre dans des installations de production industrielle / autorisation à 2944 kg produits/an) et 2690 (préparation de produits opothérapiques / autorisation à 1300 kg produits/an) ; et au régime de l'Enregistrement pour la rubrique 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 / autorisation à 389 t).

Lors de l'inspection, les combles d'HTL2 ont été vus ainsi que le local des matières combustibles d'HTL8 et les bassins de récupération des eaux d'extinction d'incendie.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
2	Points de rejet des COV	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	COV	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 1.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.3.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	VLE émissions diffuses COV	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.2.2	/	Sans objet
10	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance : GIDAF	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 2.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	VLE Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.4.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 8.5.2		
15	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.7.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière inspection réalisée en septembre 2024, de nombreuses actions ont été entreprises et réalisées par l'exploitant.

Même si la qualité des rejets atmosphériques de 2 points est encore non-conforme, des améliorations sont constatées tant au niveau de la qualité des rejets atmosphériques que de celle des rejets aqueux. L'exploitant s'est engagé dans une démarche de réduction des émissions canalisées en initiant un projet de raccordement et de traitement de ses rejets atmosphériques. Le calendrier de mise en place de ce projet n'étant pas compatible avec l'échéance du BREF WGC, un dossier de demande de dérogation IED doit être déposé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ces dispositions est interdit.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b></p> <p>Les points de rejets au milieu naturel sont au nombre de 13 (y compris événements donc).</p> <p>L'exploitant explique que : compte tenu de la configuration du site et de l'éloignement des sources d'émission, réparties dans des bâtiments séparés, la diminution des points de rejets augmenterait les coûts d'investissement et d'exploitation.</p> <p>La plupart des points de rejet sont liés aux centrales de traitement de l'air des salles où il y a des opérations de process. En lien avec le caractère pharmaceutique des produits fabriqués, il a été précisé que le process devait être enfermé dans des pièces et que les rejets devaient être</p>

distincts.

#### **Demande du 17/09/2024 :**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

##### 1 Situation

Chaque bâtiment est équipé de différents points de rejets indépendants. Les réseaux sont conçus pour maîtriser les risques de contamination entre les salles de production et à chaque salle de production correspondait un point de rejet.

Pour réduire le nombre de points de rejets par bâtiment, une étude de faisabilité technique a été menée.

##### 2 Faisabilité technique pour réduire le nombre de points de rejets

Après étude, il semble envisageable de rassembler les rejets des Centrales de Traitement d'Air (CTA) d'un même bâtiment. En effet, pour un même bâtiment, des CTA qui rejettent des COV concernent la même phase de production et fonctionnent toujours toutes en même temps.

Cela étant, pour des raisons réglementaires, la faisabilité des modifications techniques est soumise au respect des conditions techniques suivantes :

- Avoir les longueurs droites disponibles pour pouvoir réaliser des prélèvements gaz (exigences normatives de prélèvement). Le but ici est d'avoir un flux laminaire en respectant des longueurs droites égales à 5 fois le diamètre en amont et en aval au point de prélèvement.
- Assurer l'accessibilité au point de prélèvement. C'est-à-dire avoir les moyens d'apporter le matériel dans la zone tout en assurant la sécurité du personnel intervenant, (exigences normative, contractuelle et réglementaire - code du travail).
- Conserver les débits et équilibrages de pression des salles de production (exigences HTL relatives aux normes qualité produit). Pour valider de telles modifications il faut démontrer que :
  - en cas de perte d'une des CTA du réseau, le risque de débit inverse dans les salles de production est maîtrisé,
  - les temps de séjour d'aération des salles de production restent inchangés (paramètre qualité),
  - les cascades de pression entre les salles de production restent inchangées (paramètre qualité critique).

Toutes ces conditions dépendent des contraintes des bâtiments, des types de canalisations existantes, des moyens d'accès aux toitures et de la configuration des toitures. C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier pour chaque bâtiment concerné :

- les cheminements de canalisation à réaliser pour rassembler les événements,
- l'accessibilité à la toiture, la résistance de la toiture et les conditions d'accès au futur point de prélèvement,
- les réseaux pour vérifier les débits, pertes de charge et maintien des pressions.

##### 3 Résultats : situation pour chaque bâtiment

L'étude détaillée de chaque bâtiment fournit les résultats suivants :

- HTLO (ADN) :
  - Les canalisations des événements de la zone étuvage et de la zone précipitation sont indépendantes et assurées par des moyens différents.
  - La configuration des zones technique du bâtiment HTLO datant de 1977 ne permet pas la fusion des 2 réseaux (manque de place et robustesse de la structure). HTL écarte la possibilité d'optimiser le nombre de points de rejets sur HTLO.
- Modulaire : ce bâtiment est équipé d'un seul événement, la situation est optimale.
- HTL 1 : ce bâtiment est équipé d'un seul événement, la situation est optimale.

- HTL2 :

→ les canalisations de précipitation et étuvage sont rassemblées en un même point en toiture, mais les mesures sont réalisées sur 2 gaines d'extraction différentes. Comme le montrent les photos suivantes, il manque une longueur droite disponible sur le point d'extraction en toiture, c'est la raison pour laquelle les mesures sont réalisées historiquement sur 2 gaines différentes :

→ l'accès à la toiture est possible et ne pose pas de contraintes pour les prélèvements,

→ besoins identifiés : la mise en œuvre d'une longueur droite d'une quinzaine de mètres est nécessaire pour réaliser les prélèvements conformément à la réglementation (coût des travaux estimé à 10k€ - devis en annexe).

→ Suites données par HTL : la dépense est prévue et la réalisation de la modification est planifiée sur S1 2025.

- HTL4 : les événements des CTA de précipitation 1 et de précipitation 2 sont actuellement séparés. Rassembler ces événements nécessite une étude approfondie pour répondre aux contraintes techniques citées précédemment afin de vérifier que la solution est techniquement et économiquement possible. Le point le plus complexe étant l'accessibilité au toit avec le matériel de prélèvement et mesure.

#### 4 Plan d'action

Compte tenu de la situation pour chaque bâtiment, HTL retient les actions suivantes pour le premier semestre 2025 :

- HTL2 : prolongation et mise au norme du point de rejet unique existant.
- HTL4 : étude de faisabilité et chiffrage pour raccorder les 2 événements de CTA du bâtiment.

En conclusion, 3 bâtiments sont déjà équipés d'un nombre de point de rejet optimisés (HTLO, HTL1 et modulaire). A la fin du premier semestre 2025 le nombre d'événements sera optimisé pour le bâtiment HTL2 et la faisabilité technique et économique sera établie pour le bâtiment HTL4.

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** Impossibilité de rassembler les points comme envisagé initialement.

Constat de l'inspection du 03/11/2025 :

#### **Suite donnée par l'inspection le 03/11/2025**

Les investigations menées par l'exploitant conclues :

\*bâtiment HTLO = impossibilité d'optimiser la situation

\*bâtiment modulaire = situation jugée optimale

\*bâtiment HTL1 = situation jugée optimale

\*bâtiment HTL2 = travaux nécessaires en toiture pour pouvoir ne réaliser qu'une mesure, prévus au 1er semestre 2025

\*bâtiment HTL4 = besoin d'une étude complémentaire

Concernant HTL2, l'exploitant explique que c'est compliqué parce qu'il faut monter tout le matériel de mesure sur le toit et l'APAVE n'est pas d'accord (pour accéder au toit il faut passer par une zone non-sécurisée).

Il ajoute que dans le cadre du projet de traitement des émissions canalisées, les points de rejets des bâtiments HTLO, HTL1, HTL2 et HTL4 vont être rassemblés dans une seule cheminée commune à moyen terme.

Le constat est maintenu dans l'attente de la réalisation du projet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Points de rejet des COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejet des COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de stockage, d'emploi et de régénération de l'alcool éthylique susceptibles d'émettre des Composés Organiques Volatils sont les suivantes : Etv.1, E1, CTA.1, CTA.2, E2, CTA.4, CTA.5, CTA.20, CTA.21, E4, E5.
<b>Constats :</b>  <b>Constats du 17/09/2024 :</b> Le plan des rejets atmosphérique a été fourni par l'exploitant. Sur ce plan, 8 points de rejets sont identifiés et localisés. Les points de rejets mentionnés sur le plan ne sont pas en cohérence avec le tableau des points de rejet du site dans l'arrêté préfectoral du 20/11/2019. Le plan mentionne qu'il y a un seul point de rejet pour le bâtiment HTL2 alors que le tableau de l'arrêté en mentionne 2. Selon le rapport de contrôle d'octobre 2023, il y aurait un seul conduit commun en sortie. Cela semble aussi être le cas pour HTL4 avec CTA20 et CTA21 (un seul conduit dans l'AP de 2019). Lorsqu'il y a un seul conduit de rejet, l'exploitant doit mettre en place les conditions nécessaires pour que la mesure soit faite au niveau du rejet. Sur son plan, l'exploitant identifie 3 points de rejet canalisés pour HTLO : HTLO étude séchage, HTLO précipitation et HTLO mise en clayette. Ces deux derniers points ne sont pas répertoriés dans l'AP de 2019. Pour autant, l'exploitant précise qu'il y a bien 3 conduits différents et que des mesures sont faites sur les 3 conduits. Les événements sont au niveau des étuves qui fonctionnent avec récupération de l'éthanol avant distillation pour réutilisation. Il n'y a pas d'extracteur d'aire au niveau des événements. L'air est évacué « naturellement ». Les événements des colonnes de distillation ne comportent pas d'extracteurs d'air. Les flux émis ne sont pas stables et mesurables donc ce sont bien des émissions diffuses. Liste des événements :



- colonne HTLO,
- étuve HTL2,
- étuve HTL4,
- colonne HTL6.

#### **Demande de l'inspection du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit fiabiliser le nombre et la localisation des différents points de rejet.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

##### 1 Situation

Le paragraphe 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2019 recense une partie des installations susceptibles d'émettre des COV. Le point sur la situation a permis d'identifier d'une part les conduits qui n'ont pas lieu d'être et d'autre part ceux qu'il convient d'intégrer.

Tableau 1 : liste des points de rejets recensés dans l'arrêté préfectoral 2019

Après analyse, 3 points de rejets n'ont pas lieu d'être :

- HTL2 - Event Etuve sous vide - #E2 : il s'avère que le rejet du process se situe dans la salle de production d'étuvage et non en toiture (à l'extérieur). Les impacts de ces rejets sont donc comptabilisés dans les mesures du prélèvement dénommé HTL2 - #CTA2 étuve.
- HTL3 - Salle de précipitation / purification - CTA5 : ce point de rejet n'est pas significatif au regard du plan de gestion de solvants car ce sont les événements des procédés pilote de recherche et développement (et non de production) qui correspondent à des campagnes d'essais de très petites quantités.
- HTL6 - Event Distillation - #E5 : la colonne à distiller HTL6 fonctionne sous vide à l'aide d'une pompe à vide à anneau liquide. L'événement de la colonne de distillation est celui de cette pompe à vide. Par conception et du fait de la grande solubilité de l'éthanol dans l'eau (composé intégral des COV sur cette installation), la totalité des traces de COV entrants sur la pompe à vide sont abattus dans l'anneau liquide de cette pompe et mesuré en DCO sur la sortie des rejets aqueux du site.

D'autre part, 2 points de rejets sont manquants dans l'arrêté préfectoral, il s'agit de :

- HTLO - salle de production Etuvage.
- HTLO - salle de production Précipitation.

Cela permet d'obtenir la synthèse suivante :

##### 2 Localisation des points de rejets

Le schéma d'implantation basé sur la synthèse précédente permet de localiser les points de rejets actuels du site (identifiés de A à K) :

Il y a donc actuellement 11 points de rejets sur le site, repris dans le tableau ci-dessous (3 points ont été supprimés et 2 nouveaux points y ont été ajoutés).

Conclusion :

Après fiabilisation du nombre et de la localisation, le site de HTL Javené a 11 points de rejets.

D'autre part il conviendra d'intégrer les nouveaux points générés par les nouveaux ateliers en cours de construction (HTL8 et HA stérile) et l'optimisation des points discutés dans le constat N°2.

La mise à jour de cette liste sera portée à la connaissance de l'administration avant la mise en service des ateliers sur 2025.

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** PAC 2025 (en cours, sera transmis d'ici fin 2025)

#### **Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Les points de rejets à identifier sont les points de rejet canalisé. Si un rejet est canalisé mais qu'il est impossible de réaliser des mesures (flux irrégulier, trop faible), alors le point de rejet est à

conserver mais ses émissions seront à comptabiliser dans les rejets diffus dans le PGS.  
A noter que l'AM de 2024 introduit une différence entre les émissions diffuses fugitives (fuite) et les émissions diffuses non-fugitives (plan de gestion des émissions diffuses).

L'exploitant a vérifié ses points de rejets.

Il propose de supprimer 3 point de rejets :

\*HTL2 - Event Etuve sous vide - #E2 : au motif que ce rejet n'est pas vers l'extérieur mais vers une salle pourvue d'un autre point de rejet: HTL2 - #CTA2 étuve.

-> Ce point peut être supprimé.

\*HTL3 - Salle de précipitation / purification - CTAS : au motif que ce point n'est pas significatif et correspond à des événements de procédés pilote de recherche et développement peu utilisés.

-> Ce point doit être conservé mais s'il est trop difficile de mesurer les émissions en raison de la faible activité et du manque de stabilité du rejet, les émissions sont à comptabiliser dans les émissions diffuses.

\*HTL6 - Event Distillation - #E5: au motif que l'événement de la colonne de distillation est celui de la pompe à vide qui traite les COV. L'exploitant explique que l'événement HTL6 émet surtout au démarrage du process avant d'arriver à l'équilibre.

-> Ce point doit être conservé car il y a bien une source d'émissions de COV même si un traitement est en place (pompe à vide à anneau liquide).

L'exploitant a identifié deux nouveaux points de rejets ne figurant pas dans l'AP

\*HTLO - salle de production Etuvage : rejet canalisé

\*HTLO - salle de production Précipitation : rejet canalisé.

Il indique aussi que de nouveaux points de rejets sont liés aux nouveaux ateliers en cours de construction :

\*HTL8 : rejet canalisé qui sera raccordé au traitement des COV en projet

\*HA stérile : rejet diffus non-mesurable.

L'exploitant indique qu'un porter à connaissance sera réalisé pour préciser ces éléments.

Constat maintenu dans l'attente du porter à connaissance.

Dans ce porter à connaissance, il y aura aussi les points de rejet HTL8 et HA stérile pour avoir un tableau complet du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le porter à connaissance pour mettre à jour les différents points de rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b></p> <p>L'exploitant réalise les actions suivantes pour limiter les émissions diffuses :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Procédures existantes sur le capotage des installations et/ou le captage des émissions,</li><li>• Mesures organisationnelles mises en place pour limiter les émissions diffuses :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Conception du réseau d'éthanol (limitation des soudures)</li><li>◦ Stockage de l'éthanol dans des cuves enterrées (présence d'une détection de fuite)</li></ul></li><li>• Régénération de l'éthanol sur site utilisé pour la production d'acide hyaluronique et l'ADN permettant de réduire la consommation d'éthanol propre.</li><li>• Présence d'un capteur éthanol pour détecter une fuite dans la rétention de la colonne de distillation.</li><li>• Mise en œuvre de modes opératoires visant à réduire les pertes d'éthanol (ex : vidange en automatique cuve précipitation). Présence de capteurs de niveau.</li><li>• Utilisation d'étuves sous vide pour le séchage des fibres de HaNa.</li><li>• Entretien préventif du matériel.</li><li>• Mise en place d'une fiche réflexe en cas de déversement. Dans ce cas, une investigation est menée pour identifier la cause racine et mettre en œuvre des actions correctives.</li></ul> <p><b>Demande du 17/09/2024 :</b></p>

L'exploitant doit mettre en place des actions pour limiter les émissions diffuses de COV pendant les phases les plus émettrices de ses process.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

##### 1 Situation

Sur le site de Javené, l'ensemble des process de production émettent des COV lors des phases dites de purification. D'un point de vue opérationnel cela peut se schématiser comme suit :

Dans les salles dites de précipitation, les fibres sont précipitées au contact d'un mélange eau-éthanol. Ces fibres sont récupérées à la main, pour être étirées et pressées sur une table d'égouttage avant d'être plongées dans une seconde cuve d'éthanol dite de déshydratation. Ces opérations, spécifiques au procédé d'HTL Biotechnology, sont exclusivement manuelles et ne peuvent être réalisées qu'avec des cuves ouvertes pour permettre aux opérateurs de réaliser les gestes nécessaires à la récupération des fibres dans les cuves.

C'est la raison pour laquelle, ces étapes de process spécifique au produit d'HTL ne permettent pas de capter à la source les vapeurs d'éthanol, et sont émettrices de COV de façon diffuse.

Bien qu'il soit impossible de capter ces émissions diffuses, HTL a mis en œuvre des actions pour limiter ces émissions :

- Lancement de groupes de travail pour identifier les pistes d'améliorations et réaliser des mesures.
- Demande d'appui d'un cabinet d'ingénierie.

Les actions qui permettent de limiter les émissions diffuses sont les suivantes :

- Abaisser la température du jus éthanol / fibres autour de 15°C (levier principal),
- Optimiser l'emplacement des cuves dans les salles de production par rapport aux extractions des CTA et les capotages des cuves,
- Etablir des instructions pour limiter les égouttures lors du transfert d'une cuve à l'autre.

Ce qui a été réalisé à ce jour :

- HTLO : les instructions ont été définies pour limiter les pertes au sol d'éthanol et le capotage a été optimisé.
- HTL1 : la température du jus d'éthanol a été optimisée et abaissée. Les instructions ont été définies pour limiter les pertes au sol d'éthanol.
- HTL4 : la température du jus d'éthanol a été optimisée et abaissée.
- Commande passée auprès d'un cabinet d'ingénierie (en annexe les documents associés à l'appel d'offre).

Ce qui est prévu :

- HTLO : abaisser la température du jus et alcool avant précipitation. Cette action nécessite l'implantation d'un nouveau groupe froid. Cette modification a été chiffrée à 150k€ et sera mise en place début 2026.
- HTL1 : Les modifications sur l'emplacement des cuves mobiles sur cet atelier est envisageable pour limiter les égouttures lors du transfert entre cuve. Une étude de faisabilité va être réalisée sur 2025.
- HTL2 : abaisser la température est envisageable sous réserve d'une étude en vue d'un investissement. Une étude de faisabilité va être réalisée sur 2025.

#### **Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :**

- HTLO : abaisser la température du jus et alcool avant précipitation : Modifications faites et conformes, Action soldée.
- HTL1 : étudier la faisabilité de modifier l'emplacement des cuves 31.12.2025 : Modifications faites et conformes, Action soldée.

- HTL2 : abaisser la température est envisageable. Etude de faisabilité sur 2025 : Clôture prévue sur fin 2025.

**Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Les améliorations réalisées au niveau de la salle H16 du bâtiment HTL1 pour réduire les émissions diffuses ont été présentées par l'exploitant. La cuve CD03 a été éloignée de l'évent de ventilation et rapprochée de CP01, cuve de travail. Cela permet de limiter les mouvements d'air au-dessus de la cuve et donc les émissions de COV, et de limiter les égouttures lors des transferts de matières.

Les instructions mises en place dans les ateliers de production HTL1, HTL2, HTL4, modulaire et HTLO ont été présentées. Les paramètres opérationnels y sont détaillés. Les consignes opérationnelles sont également détaillées. Cela a été présenté aux responsables d'ateliers, aux chefs d'équipes et aux opérateurs. Ces standards de production pour la maîtrise des rejets diffus sont intégrés au classeur des instructions de production.

Concernant HTLO, une boucle en eau glacée a permis de diminuer la température du jus de 18 à 20 °C (travaux faits à l'été 2025). Cela permet également de faire des économies d'eau). Cela permet de diminuer les rejets même si ce n'est pas encore conforme en terme de concentration. Cela représente peu en terme de flux à l'échelle du site parce que l'atelier ne fonctionne que 3 mois par an.

Concernant HTL2, l'étude de faisabilité est en cours. Les travaux sont prévus pour l'été 2026 (les financements ont été approuvés).

L'exploitant précise s'être rendu compte qu'avec les optimisations réalisées sur le site, les flux de toutes les salles sont stables dans la journée et donc optimisés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit poursuivre les actions pour limiter les émissions diffuses de COV pendant les phases les plus émettrices de ses process.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Surveillance des rejets - programme**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans

l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

#### **Constats :**

##### **Constats du 17/09/2024 :**

Dans son rapport de contrôle du 23/11/2023, l'APAVE explique que sa méthodologie de mesure des COVT est basée sur la norme NF EN 12619. Cette norme est celle qui est publiée au journal officiel pour le suivi de ce paramètre. La mise en œuvre de cette norme nécessite une ligne de prélèvement chauffée car si la ligne de prélèvement des effluents gazeux est froide, les composés organiques les moins volatils condensent dans la ligne et une fois à l'état liquide, ils ne sont plus acheminés vers le FID pour être mesurés. L'exploitant doit justifier que les mesures au détecteur à ionisation de flamme sont représentatives malgré l'absence de ligne chauffée.

Pour le mesurage des COV spécifiques, l'APAVE explique qu'il s'agit d'un prélèvement sur charbon actif puis analyse qualitative et semi quantitative par GC/MS - identification jusqu'à 35 composés majoritaires exprimé en équivalent toluène. Le guide FD X 43-319 qui figurent des fiches méthodologiques qui regroupent les pratiques utilisées par différents laboratoires de contrôle précise que pour les alcools un prélèvement sur charbon actif est souvent utilisé.

##### **Demande du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit justifier que les mesures au détecteur à ionisation de flamme sont représentatives malgré l'absence de ligne chauffée.

##### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

Selon les normes de mesure et prélèvement des COV, les cannes de prélèvements qui sont introduites dans les canalisations doivent être chauffées pour éviter toute condensation des composés lors de la mesure.

Les canalisations où sont réalisés les prélèvements sont représentatives de l'air ambiant des zones de travail, classées ATEX du fait de l'éthanol présent. C'est pourquoi l'intérieur des conduits est classé ATEX 0.

L'introduction d'une canne de prélèvement chauffée dans ces canalisations présente un risque d'inflammation et d'explosion qu'il est nécessaire de maîtriser. Le choix d'une canne de prélèvement non chauffée est donc imposée pour maîtriser le risque ATEX.

Afin de respecter les normes de prélèvements et justifier la représentativité des échantillons, le prestataire qui réalise les mesures annuelles a remis à HTL l'argumentaire suivant (copie des mails APAVE fournie en annexe) :

« Comme échangé lors de la première campagne de mesure, vous m'indiquiez que l'intérieur de vos conduits est ATEX de ce fait nous ne pouvons utiliser un pistolet chauffant et ligne chauffée pour faire les mesures car ces appareils sont en contact avec le conduit et ne sont pas ATEX.

La température des fumées est proche de la température ambiante et l'humidité est faible, le matériel est en intérieur ce qui limite les points froids sur la ligne. Nous avons utilisé la technique de la ligne non chauffée (habituellement pour les COV Thermosensibles) en respectant le fait que lorsque nous retirons la sonde, l'indication de l'analyseur revient rapidement à une valeur proche de zéro, afin de s'assurer de l'absence de condensation de l'effluent dans la ligne. Ainsi la totalité des COV a été comptabilisée. Les vérifications des analyseurs sont faites en entrée d'analyseur et en tête de ligne avant et après la mesure. Si nous constatons une dérive importante de plus de 5% les mesures sont invalidées ce qui n'est pas arrivé sur vos différents émissaires. »

Au vu des éléments énoncés (interdiction de générer un point chaud à l'intérieur des conduits,

absence de condensation au niveau du matériel utilisé, absence de dérive, fiabilité de la mesure), HTL considère que les mesures réalisées sont représentatives de la concentration en COV émis au point de rejet, justifiant ainsi de la pertinence d'utiliser une ligne non chauffée pour réaliser nos mesures.

**Constat de l'inspection du 03/11/2025 :**

L'exploitant fournit un argumentaire réalisé par APAVE expliquant que les mesures réalisées sont représentatives en raison :

\*de la température des fumées proche de la température ambiante,

\*de l'humidité faible

\*de la limitation des points froids sur la ligne du fait que le matériel est en intérieur.

En outre, le bureau d'étude a mis en place des processus de vérification pour s'assurer de l'absence de condensation de l'effluent dans la ligne.

Sur la base de ces arguments le bureau d'étude affirme que la totalité des COV a été comptabilisée.

Les arguments justifient que les mesures au détecteur à ionisation de flamme sont représentatives malgré l'absence de ligne chauffée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des rejets - justification**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Constats du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit analyser ses résultats de contrôle réglementaire ou d'autosurveillance, il ne peut pas se limiter à leur seule transmission sans expliquer les dépassements de VLE par exemple. Il doit aussi préciser les actions déjà mises en place ou qu'il va mettre en place pour pallier les dépassements éventuels. Un comparatif avec les années précédentes est également attendu avec des explications.

La réalisation d'un seul essai (au lieu des trois) est autorisée par l'AM du 10 mars 2010 -annexe II c, si représentatif d'un cycle. L'exploitant doit donc justifier que les durées des mesures sont

représentatives de l'activité sur chacun des points.

Par exemple pour le point HTL0 étuve : en 2023, prélèvement sur 8 heures, en 2022, sur 24 heures. L'exploitant doit préciser la raison de cette évolution sur la période d'échantillonnage et préciser quelle situation est représentative de ses activités.

Autre exemple avec le modulaire précipitation : en 2022, la durée de la phase la plus émettrice semble être de 5-6 h alors qu'elle semble être de 9-10 h en 2023. Il appartient à l'exploitant d'expliquer ces différences.

Cela illustre le fait que l'exploitant doit définir précisément dans quelles conditions les mesures réalisées sont représentatives (ici des durées de prélèvements qui diffèrent dans un cas entre 2022 et 2023, confirmation que les périodes lors desquelles il n'y a plus d'émissions correspondent bien à une phase d'un cycle de production, etc.).

Les résultats du contrôle des rejets atmosphériques sont le reflet des émissions le jour de la réalisation du contrôle. Ainsi, il est essentiel de vérifier quelles sont les conditions de fonctionnement des installations au moment de la réalisation du mesurage.

Les conditions de fonctionnement doivent être détaillées dans le rapport.

L'exploitant doit justifier que les conditions de fonctionnement lors du mesurage sont représentatives de l'exploitation des installations.

#### **Demande du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit justifier que les durées des mesures sont représentatives de l'activité sur chacun des points.

L'exploitant doit justifier que les conditions de fonctionnement lors du mesurage sont représentatives de l'exploitation des installations.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

##### 1 Situation et démarche

Les activités émettrices de COV sont les étapes de purification (précipitation, déshydratation et séchage). Les durées de prélèvements par activité sont de 24h pour couvrir la durée des étapes de purification concernées.

Le temps de cycle général est imposé par des étapes dimensionnantes qui se situent en amont des process de purification et durent plus que 24h. Le mesurage réalisé sur 24h, est alors représentatif du fonctionnement des installations.

Afin de justifier que les mesures de COV sont représentatives, chaque type de production est détaillé ci-après sous forme de diagramme process afin de montrer :

- que les durées des phases de purification émettrices de COV correspondent bien à une durée de 24h,
- que les durées des étapes dimensionnantes dans les process amonts sont supérieures à 24h.

Par ailleurs, ces diagrammes permettent également de :

- distinguer les phases process émettrices de COV des phases non émettrices de COV,
- repérer les zones concernées par les émissions diffuses de COV,
- situer sur le process les points de prélèvements référencés de A à K.

##### 2 Diagrammes process et justifications par production et bâtiment

Le process sur HTLO présente :

- 1 phase de purification émettrice de COV qui dure 24h.
- 1 étape limitante de décongélation, broyage et décantation qui dure plus de 24h. (phase de process non émettrice de COV).

Le process Modulaire présente :

- 1 phase de purification émettrice de COV qui dure plus de 32h et nécessite des mesures sur 2



jours.

- 1 étape limitante de redissolution à la filtration pour une durée de 48h. (phase de process non émettrice de COV).

Le process HTL1 présente :

- 1 phase de purification émettrice de COV qui dure 8h et donc couverte par la mesure sur 24h.
- 1 étape limitante de fermentation pour une durée de 32h. (phase de process non émettrice de COV)

Le process HTL2 présente :

- 1 phase de purification émettrice de COV qui dure 24h.
- 1 étape limitante de préparation / filtration pour une durée de 72h. (phase de process non émettrice de COV).

Le process HTL4 présente :

- 2 phases de purification émettrices de COV qui durent environ 20h chacune.
- 1 étape limitante de fermentation et préparation / filtration pour une durée de 32h. (phase de process non émettrice de COV).

En conclusion, les durées de mesurage des phases émettrices de COV basées sur une période de 24h correspondent bien à la période de production et en sont représentatives du fait d'étapes limitantes en amont qui durent plus de 24h.

#### **Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Les éléments fournis par l'exploitant permettent de justifier que les durées des mesures sont représentatives de l'activité sur les points HTLO, HTL1, HTL2 et que les conditions de fonctionnement lors du mesurage sont représentatives de l'exploitation des ces installations.

\*Pour le process ADN Pharma, l'exploitant indique que la phase de purification dure 32h.

Sur le diagramme fourni, la somme des durées des étapes rattachées à la phase de purification est égale à 31h45.

Une mesure sur 24h ne permet donc pas de couvrir l'ensemble des émissions de ce process.

\*Pour le process HTLO4, l'exploitant indique que les deux phases de purification durent chacune environ 20h.

Sur le diagramme fourni, la somme des durées des étapes rattachées à la première phase de purification est égale à 11h, une interruption de 72h, puis 37h pour la seconde phase de purification.

Une mesure sur 24 h ne permet donc pas de couvrir l'ensemble des émissions de ce process.

Il appartient à l'exploitant de justifier que les durées de mesures sont adaptées au process et qu'ainsi les mesures sont représentatives des émissions de l'activité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que les durées des mesures sont représentatives de l'activité sur chacun des points.

L'exploitant doit justifier que les conditions de fonctionnement lors du mesurage sont représentatives de l'exploitation des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Respect des VLE - conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b></p> <p>Dans le rapport APAVE de 2023, il est précisé que le débit pour le modulaire précipitation ADN pharma est de 3740 m3/h. Cette valeur est supérieure à celle mentionnée dans l'arrêté préfectoral qui est de 2150 m3/h.</p> <p>L'exploitant explique qu'il s'agit d'une évolutions demandée par les opérateurs ou au niveau de la qualité parce que le taux de brassage de la pièce n'était pas suffisant.</p> <p>Les modifications même en terme de débit doivent être portées à la connaissance de l'inspection.</p> <p><b>Demande du 17/09/2024 :</b></p> <p>Les modifications même en terme de débit doivent être portées à la connaissance de l'inspection.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :</b></p> <p>Après vérification d'une part des débits enregistrés lors des campagnes de mesure entre 2018 et 2024, et d'autre part des débits de conception des installations, les débits retenus viennent modifier les données de débit de l'arrêté préfectoral :</p> <p>En conclusion, comme pour le constat N°3, un porter à connaissance sera initié par HTL afin de demander la modification du paragraphe 3.2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 20.11.2019 et intégrer les données de débits.</p>

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** PAC 2025 (en cours, sera transmis d'ici fin 2025)

**Constat de l'inspection du 03/11/2025 :**

Constat maintenu dans l'attente du porter à connaissance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les modifications même en terme de débit doivent être portées à la connaissance de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

COV (mg/Nm3) : valeur limite en carbone total : 110 mg/m3 (si flux > 2kg/h)

Un traitement des rejets atmosphériques sera mis en place avant septembre 2021.

**Constats :**

**Constats du 17/09/2024 :**

Le rapport COELYS de juin 2021 présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques au niveau des points suivants : HTL1 précipitation, HTL2 précipitation, HTL2 séchage, HTL4 CTA20, HTL4 CTA21, HTL4 séchage, modulaire précipitation ADN Pharma. Il met en évidence un dépassement des valeurs limites d'émission.

HTL2 précipitation : 136.7 mg/m3 au lieu de 110 mg/m3, donc non conforme.

Le rapport APAVE du 23/08/2022 présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques au niveau des points suivants : HTL1 précipitation, HTL2 précipitation, HTL2 séchage, HTL4 CTA20, HTL4 CTA21, HTL4 séchage, modulaire précipitation ADN Pharma. Il met en évidence un dépassement des valeurs limites d'émission.

HTL1 précipitation : 109 mg/m3 donc conforme mais proche de la VLE qui est à 110 mg/m3.

HTL2 précipitation : 243 mg/m3 au lieu de 110 mg/m3, donc non conforme.

Le rapport APAVE du 23/11/2023 présente les résultats des mesures des rejets atmosphériques au niveau des points suivants : HTLO étude, HTLO mise en clayette, HTLO précipitation essorage, HTL1 précipitation, HTL2 précipitation, HTL2 séchage, HTL4 CTA20, HTL4 CTA21, HTL4 séchage, modulaire précipitation ADN Pharma. Il met en évidence 4 dépassements des valeurs limites d'émission en COVT :

HTLO concentration/essorage :  $COVT = 737 \text{ mg/m}^3 > 110 \text{ mg/m}^3$

HTLO étuve :  $COVT = 224 \text{ mg/m}^3 > 110 \text{ mg/m}^3$

HTL4 CTA20 :  $COVT = 113 \text{ mg/m}^3 > 110 \text{ mg/m}^3$

HTL1 précipitation :  $COVT = 160 \text{ mg/m}^3 > 110 \text{ mg/m}^3$

S'il est observé une forte variation d'une année sur l'autre, il est légitime de s'interroger sur la représentativité des mesures (ou bien d'expliquer qu'il peut s'agir par exemple de différents régimes représentatifs du fonctionnement du site). L'exploitant doit également justifier la durée des mesures en lien avec la durée d'un cycle du process.

Il appartient à l'exploitant d'expliquer ces dépassements et de présenter les actions qui seront mises en place pour résorber ces non-conformités.

L'exploitant explique également que des mesures fines ont été faites en 2022 au niveau de HTL2 précipitation pour définir des actions et les mettre en place. Cela a porté ses fruits parce que les résultats se sont améliorés en 2023.

L'exploitant précise notamment qu'il y a des choses de prévues sur le long terme à HTLO. Il faut acheter une nouvelle étude, cela représente 1,5 M€ d'investissement, cela ne sera pas fait avant 2027. Cela va dépendre aussi de si les marchés reprennent ou pas (produit vendu en Asie) début 2025. Ce point n'a jamais été conforme.

Pour les 3 autres points non-conformes, l'exploitant envisage de faire des campagnes de mesures plus fines et plus régulières pour définir et mettre en place des actions pour réduire les émissions. Pour mémoire, les COV sont des précurseurs de l'ozone en basses altitudes. Ce dernier a un impact sur l'humain et sur les plantes. Il n'y a pas que l'impact eau et CO2 à prendre en compte pour l'étude la mise en place d'un éventuel traitement. L'exploitant doit raisonner en terme de flux pour essayer de maximiser l'impact des actions menées.

#### **Demande du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit mettre en place des actions pour résorber les non-conformités.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

##### 1 Situation

Les résultats de la campagne de mesures de 2023 sont non conformes pour les événements HTLO, HTL1, et HTL4 précipitation 1.

Les actions mises en place à court terme pour résorber les non-conformités correspondent aux leviers identifiés pour réduire les émissions diffuses des phases de production les plus émettrices (cf. constat 4).

Afin d'évaluer l'efficacité de ces actions, une campagne de mesure annuelle (présentée ci-après) a été réalisée pour 2024 entre septembre et novembre.

Cette campagne a montré que HTL1 et HTL4 précipitation 1 étaient de nouveau conformes. Pour HTLO la non-conformité a été résorbée mais reste présente.

Pour mettre en conformité HTLO, l'achat d'une nouvelle étuve est nécessaire pour résorber les rejets de l'événement A (prévue pour 2026), et pour résorber les rejets de l'événement C il faut poursuivre les actions identifiées dans le constat 4. A noter que le poids des rejets A et C sur HTLO représente

moins de 5% du flux annuel (cf. analyse par PARETO présentée ci-dessous). D'autre part la campagne de mesure 2024 montre que le flux total usine passe en dessous du seuil de 2kg/h imposant la limite des 110 mg/m<sup>3</sup>.

## 2 Résultats de la campagne de mesure des COV 2024

Les campagnes de mesures annuelles 2024 ont été réalisées entre septembre et novembre 2024. Les résultats (rapport de mesures Apave en annexe) sont présentés dans le tableau ci-dessous :

A retenir :

- Les événements HTL1 et HTL4 précipitation 1 sont redevenus conformes avec les actions menées,
- Bien que toujours non conformes les événements HTLO (A et C) ont été significativement réduits (entre 25 et 40%)
- Avec les actions entreprises en 2024, HTL passe sous le seuil des 2kg/h seuil de flux imposant la limite des 110mg/m<sup>3</sup> (comme rappelé dans l'arrêté préfectoral de 2019 paragraphe 3.2.4.2. COV)

### **Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :**

Étude pour investissement en cours

### **Constats du 03/11/2025 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des mesures réalisées en 2025. Ils confirment que les actions décrites au constat 4 pour réduire les émissions diffuses ont permis de traiter les non conformités constatées au niveau de HTL1 et HTL4 précipitation 1.

HTLO est toujours non conforme mais les concentrations ont bien diminué. L'exploitant indique aussi que les rejets sur HTLO représente moins de 5% du flux annuel de l'usine et que ce flux annuel est passé en dessous de 2kg/h seuil à partir duquel la VLE de 110mg/m<sup>3</sup> est imposée (en 2024).

L'inspection confirme que l'exploitant est passé sous le seuil du cas général réglementé par l'AM du 02/02/1998 en 2024. Cela n'est pas le cas en 2025.

Par ailleurs, le site est soumis à l'AMPG du 04/11/2024 dont les VLE seront applicables à partir du 12/12/2026 pour les bâtiments autorisés avant le 13/12/2022 et immédiatement pour les nouveaux bâtiments autorisés après le 13/12/2022 (HTL8).

#### **5.1.1.2. COVT**

##### **5.1.1.2.2. Fabrication de produit pharmaceutiques:**

En l'absence de technique de récupération de matières et d'un traitement des gaz, la VLE est de 20 mg/Nm<sup>3</sup> quelque que soit le flux horaire.

Face à ce constat, l'exploitant a présenté son projet de traitement des rejets canalisés. Ce projet consiste à regrouper les rejets canalisés des bâtiments HTLO, HTL1, HTL2 et HTL4, de traiter les émissions dans un filtre à charbon actif et de rejeter les émissions dans une cheminée commune. L'exploitant explique qu'un bureau d'études a réalisé en 2025 l'avant projet sommaire. Ils ne s'orientent pas vers un oxydateur thermique parce que les gaz ne sont pas assez concentrés et il n'y en a pas assez. Comme il y a un seul solvant, il n'y a pas de problème de mélange de gaz dans la cheminée commune.

Les phases projet détaillées sont prévues en 2026. La mise en service du nouvel équipement ne pourra intervenir avant 2028. Dans ce contexte, l'exploitant va déposer un dossier de demande de dérogation IED pour justifier sa demande de délai pour mettre en place les équipements de traitement de ses rejets canalisés.

Le BREF WGC étant applicable d'ici fin 2026, l'exploitant vise de déposer un dossier de demande de dérogation avant juillet 2026.

Constat maintenu dans l'attente de la conformité des rejets.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre en place des actions pour résorber les non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvants de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b></p> <p>Le plan de gestion des solvants 2023 a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Pour les installations consommant plus de 30 tonnes de solvants par an comme HTL à Javené, le PGS doit obligatoirement être transmis via GEREP.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier que le contrôle des rejets canalisés a été réalisé dans des conditions représentatives de fonctionnement de l'installation. En effet, ces données étant ensuite extrapolées, si celles-ci n'ont pas été effectuées dans ces conditions, alors les données concernant les émissions canalisées seront faussées.</p> <p>L'exploitant doit préciser les hypothèses d'extrapolation des données prises en compte dans le PGS (nombre d'heure de fonctionnement, concentration retenues pour évaluer les émissions canalisées, etc) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les données sont-elles représentatives de tous les types de production de l'exploitant ?</li> <li>- les durées de fonctionnement des installations correspondent-elles à ce qui est réellement effectué (prise en compte du temps de fonctionnement effectif de chaque ligne de production,</li> </ul>

une ventilation dans une zone de stockage par exemple est en général en fonctionnement toute la journée (24 h/24) et sur 365 jours ?

L'exploitant doit donc détailler les calculs et ses hypothèses.

Il doit également justifier que la conversion en quantité de solvant a été prise en compte. Le facteur de réponse retenu pour passer des mesures en équivalent carbone concentration en COV doit être précisé.

Les bordereaux d'analyses ayant permis de déterminer la part de solvants contenus dans les déchets sont à fournir. L'exploitant doit disposer de justificatifs pour chaque type de déchets qu'il a.

Si ce flux présente une part importante du PGS, l'exploitant doit réaliser des analyses régulières de la part de solvant contenue dans les déchets. En cas de changement de process, l'exploitant doit recalculer la part de solvants contenue dans ses déchets.

Le PGS mentionne 75 tonnes de rejet en COV dans les rejets aqueux. L'exploitant doit fiabiliser cette donnée, préciser où ont lieu ces émissions et les réduire.

**Demande du 17/09/2024 :**

Le PGS est à détailler et à fiabiliser.

**Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

Le Plan de gestion des solvants 2023 a été révisé, détaillé et fiabilisé par un cabinet d'ingénierie et disponible en annexe.

**Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Constat maintenu dans l'attente des éléments suivants :

Concernant O6 (pertes dans les déchets), l'exploitant détaille son calcul pour 2024 de la façon suivante :

Base de calcul : traitement externe des flegmasses :

- Extrait registre déchets - quantité totale 2024 = 313 518 kg/an

- Ethanol à 62% d'éthanol pur soit un tonnage total d'éthanol pur à 194 381kg/an

Les bordereaux d'analyses ayant permis de déterminer la part de solvants contenus dans les déchets sont à fournir. L'exploitant doit disposer de justificatifs pour chaque type de déchets qu'il a.

Comme ce flux présente une part importante du PGS, l'exploitant doit réaliser des analyses régulières de la part de solvant contenue dans les déchets. En cas de changement de process, l'exploitant doit recalculer la part de solvants contenue dans ses déchets.

I2 correspond aux solvants récupérés et réutilisés (régénération interne uniquement). Quelle masse de solvant régénéré annuellement ?

- dossier de réexamen IED : En 2022, 4 362,6 tonnes d'éthanol ont été utilisées, dont :

  - 606,7 t d'éthanol propre acheté,

  - 3 755,9 t d'éthanol distillé sur le site et régénéré.

- Note ARTELIA PGS 2023 : La valeur de 18 289 549 kg/an sera conservée. Cette donnée est issue des valeurs suivantes :

- Colonne de distillation HTLO : 641m3 à 65% soit 328 737 kg

- Colonne de distillation HTL6 : 32 062 m3 à 71% soit 17 960 812 kg
- GERE 2024 :  $I_2=I_R= 23869 \text{ kg/an}$ . L'exploitant signale une erreur dans ce chiffre et propose 13 543 282 kg/an (Base du calcul : débit 6m3/h pour HTL6 + 1,2m3/h pour HTLO =7,2m3/h. Base de fonctionnement = 8h sur 292 jours.)

De façon générale, le plan de gestion des solvants doit détailler les modalités de calcul pour les différents flux. Il appartient également à l'exploitant de commenter les résultats et leur évolution.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le PGS 2024 est à mettre à jour dans GERE.  
De façon générale, le plan de gestion des solvants doit détailler les modalités de calcul pour les différents flux (notamment pour le flux O6 justificatifs à l'appui). Il appartient également à l'exploitant de commenter les résultats et leur évolution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : VLE émissions diffuses COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions diffuses COV

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour la réduction des émissions diffuses de COV.

VLE en pourcentage de solvant organique utilisé (moyenne annuelle)	Conditions d'application de la VLE	Conditions de dérogation
5 %	La VLE ne s'applique qu'aux installations dont la consommation annuelle totale de solvants organiques est supérieure ou égale à 50 tonnes par an.	Voir note de bas de tableau (*)
(*) Dans le cas général, les conditions de dérogations à la VLE sont celles spécifiées à l'article 5. Dans le cas de la conversion de caoutchouc, lorsque la consommation de solvant organique est strictement supérieure à 15		



strictement supérieure à 15 tonnes par an, les conditions de dérogations à la VLE sont celles spécifiées à l'article 5 sans que le pourcentage de solvant organique utilisé (en moyenne annuelle) ne dépasse 25 %. Dans le cas de la production de produits pharmaceutiques et uniquement pour les unités existantes au 29 mars 1999, lorsque la consommation de solvant organique est strictement supérieure à 50 tonnes par an, les conditions de dérogations à la VLE sont celles spécifiées à l'article 5, sans que le pourcentage de solvant organique utilisé (en moyenne annuelle) ne dépasse 15 %.		
--	--	--

**Constats :**

Pour les émissions diffuses (calcul issu du PGS 2023), si on prend en compte l'alcool neuf acheté et l'alcool régénéré utilisé en production, cela donne (émissions non captées + rejets aqueux) / (solvants neufs achetés + solvants régénérés) =  $(35,04 + 81,316) / (738,527 + 18289,549) = 0,61\%$

D'après les données de l'exploitant fournies lors de la visite du bilan du PGS 2024 :

Quantité de solvants utilisée = 13 858 760 kg

Emissions diffuses = 112 946 kg soit 0.81%

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance : GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 2.6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, GIDAF

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

### **Prescription contrôlée :**

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.181-12, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au préfet que ce soit pour l'eau ou les légionelles.

Les relevés des prélèvements d'eau font partie des données de l'auto surveillance et leur transmission à l'inspection doit donc être imposée à l'exploitant dans les mêmes conditions que les émissions dans l'air, dans l'eau ainsi que la surveillance des eaux de surface, eaux souterraines et du sol.

### **Constats :**

#### **Constats du 17/09/2024 :**

Au moment de la réparation de la visite, les déclarations GIDAF n'avaient pas été faites depuis juin 2024. Pour mémoire, la saisie des données d'autosurveillance doit être réalisée dans les 30 jours suivants la réception de l'analyse.

L'exploitant a expliqué que la régularisation avait été faite la veille de l'inspection. Pour autant, les données juillet et août 2024 ne sont pas disponibles.

Il a précisé que c'était la première fois qu'ils étaient autant en retard, en lien avec : un arrêt technique cet été qui a mobilisé tout le monde, des problèmes avec l'automate.

Pour améliorer la prise en compte de l'environnement, l'exploitant renforce l'aspect HSE en recrutant une personne supplémentaire.

Le cadre de surveillance GIDAF est à fiabiliser sur les fréquences de surveillance notamment. Les modifications ont été faites deux jours après l'inspection.

#### **Demande du 17/09/2024 :**

L'outil GIDAF doit être renseigné au fil de l'eau.

#### **Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

Afin de mettre sous contrôle la déclaration mensuelle sous GIDAF, différentes actions ont été menées par HTL :

- Les rôles et responsabilités ont été clarifiés entre l'équipe en charge de réaliser les prélèvements, et les personnes en charge d'assurer le suivi et de transmettre les informations dans GIDAF.
- D'autre part un suivi mensuel de ces relevés a été mis en place et permet de s'assurer que GIDAF est bien renseigné au fil de l'eau. En cas de dérive un plan d'action sera mis en place.

#### **Constats du 03/11/2025 :**

Les résultats d'autosurveillance 2025 ont été transmis dans les temps sauf ceux de décembre 2024 (transmis le 03 février 2025) et janvier 2025 (transmis le 14 mars 2025).

<p>L'exploitant doit rester vigilant pour procéder aux déclarations GIDAF dans les temps. Il précise qu'un comité environnement a été mis en place suite à l'inspection de 2024 et que cela est vu tous les mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : VLE Rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE Rejets aqueux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter pour le rejet des eaux résiduaires et sanitaires les valeurs limites mentionnées dans l'autorisation de rejet délivrée par la collectivité. Elles devront respecter les valeurs en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Débit maximal de rejet : 600 m3/jour  Débit de pointe : 70 m3/h  Rejet n°EU1  DCO : 1400 kg/j  DBO5 : 700 kg/j  MES : 100 kg/j  NTK : 30 kg/j  Ptotal : 30 kg/j  CPC : 50 kg/j  Chlorures : 1000 kg/j  Zinc : 0.8 mg/l, 40 g/j  Cadmium : 0.2 g/j  Chrome total : 0.1 mg/l, 20 g/j  Mercure : 25 µg/l, 0.2 g/j  Cuivre : 0.150 mg/l, 40 g/j  Nickel : 0.2 mg/l, 4 g/j  Plomb : 0.1 mg/l, 16 g/j  Indice cyanures totaux : 0.1 mg/l  Indice Phénols : 0.3 mg/l  Manganèse : 1 mg/l  Etain et ses composés : 2 mg/l  Fer, aluminium et composés : 5 mg/l  Composés organiques halogénés adsorbables : 1 mg/l  Hydrocarbures totaux : 10 mg/l  Ion Fluorure : 15 mg/l  Cadmium et ses composés : 25 µg/l  Arsenic et ses composés : 25 µg/l, 0.5 g/j</p>

## Constats :

### Constats du 17/09/2024 :

Les données GIDAF ont été analysées entre août 2022 et juin 2024.

Des dépassements récurrents sont observés en DBO5 depuis mai 2023 avec des dépassements qui dépassent presque de 2 fois la VLE qui est à 700 mg/l. Face à ce constat, l'exploitant a mis en place une surveillance renforcée, les mesures sont faites quasi mensuellement alors qu'une surveillance trimestrielle est exigée. L'exploitant précise que du matériel a été acheté en interne pour pouvoir suivre et analyser les dépassements.

Au regard de cette non-conformité qui dure depuis plus d'un an, il est attendu des actions correctives de la part de l'exploitant.

Des dépassements récurrents en chlorures sont également constatés de façon occasionnelle (mars 2023, septembre 2023, janvier 2024, mars 2024, juin 2024). L'exploitant explique ces dépassements en chlorure en lien avec le process parce qu'il y a des saumures qui sont faites. Des actions correctives sont également attendues.

Des légers dépassements en métaux ont été observés en novembre 2022 et décembre 2022 (Arsenic), février 2024 (Nickel). L'exploitant propose de vérifier que les résultats des analyses ont bien été renseignés puis de faire des recherches sur l'eau en amont.

Un dépassement très important en AOX est constaté en avril 2024 (2520 mg/L au lieu de 1 mg/L). L'exploitant précise qu'il s'agit d'une erreur de saisie et va faire la correction.

Des dépassements ponctuels en pH sont observés en avril 2023 (en lien avec un problème de sonde), en août 2023 (en lien avec la reprise de l'activité) et en janvier 2024.

### Demande du 17/09/2024 :

Des actions correctives sont attendues.

### Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :

#### 1 Situation et résultats à date

Les relevés HTL confirment les constats du rapport d'inspection : les paramètres DCO, Chlorures et DBO5 présentent des non-conformités récurrentes inexpliquées et non couvertes par un plan d'action correctives.

Afin de comprendre les causes racines de ces dépassements et d'envisager des solutions, un groupe de travail pluridisciplinaire (HSE, personnel en charge du suivi des rejets (GFEE) et Excellence opérationnelle) a été organisé pour déployer une approche basée sur la Méthode de Résolution de Problème (MRP) (synthèse en annexe)

Une première étape (trimestre 4 - 2024) a permis de :

- Mettre en place un système de mesures afin de comprendre les dépassements,
- Identifier les besoins en formation des équipes GFEE,
- Passer un contrat avec un cabinet d'ingénierie capable d'accompagner HTL pour :
  - faire progresser l'équipe GFEE dans la compréhension et la maîtrise du suivi quotidien,
  - identifier les solutions les plus adaptées pour mettre en conformité les rejets.

Les résultats principaux mis en oeuvre dans la première étape sont :

- mise en place d'un suivi DCO journalier interne,
- établissement d'un plan de prélèvement à heures fixes entre minuit à minuit sur l'ensemble des préleveurs du site,
- commande de kits de mesure de chlorure,
- mise en place d'une réunion quotidienne de suivi des paramètres journaliers par l'équipe GFEE pour comprendre les dépassements,

- commande réalisée auprès d'un cabinet d'ingénierie spécialisée dans le traitement des eaux (SOPEVAL). (appel d'offre en annexe et commande).

## 2 Prochaines étapes (1er semestre 2025)

### Paramètres DCO et DBO5

La prochaine étape sur ces paramètres repose sur les axes suivants :

- exploiter et analyser au quotidien les données récoltées pour comprendre les liens entre dépassement et production,
- identifier les causes racines des dépassements,
- renforcer la formation du personnel en charge du suivi des rejets aqueux (formation qui sera assurée par le support ingénierie),
- travailler en collaboration avec le cabinet d'ingénierie afin de proposer des options envisageables pour traiter les causes racines

### Paramètre Chlorures

La prochaine étape pour ces paramètres repose sur les axes suivants :

- exploiter le bilan matière initié
- mettre en place de mesures quotidiennes des chlorures
- identifier les causes racines des dépassements,
- proposer des options envisageables pour traiter les causes racines.

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** étude pour investissement en cours : projet effluents.

### **Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Pas de dépassement GIDAF sur les mesures en 2025 (sauf en Ni en mars et juillet pour les flux : 0.0044 et 0.0092 kg au lieu de 0.004 kg). L'exploitant précise qu'une surveillance renforcée a été mise en place pour le flux de Ni. Dans ce cadre des analyses à fréquence mensuelle ont été mises en place. Les dépassements constatés pourraient être liés aux opérations de passivation des installations du process réalisées dans chaque atelier de production et qui génèreraient un relargage de Nickel. L'exploitant précise que les 3 prélèvements consécutifs réalisés depuis juillet 2025 montrent des résultats redevenus conformes.

Pour les chlorures, les actions mises en place ont porté leurs fruits.

HTL dispose d'un prétraitement et rejette dans un réseau collectif avec une STEP urbaine.

Pour les paramètres : MES, DBO5, DCO, azote global, phosphore total, conformément au III de l'arrêté ministériel du 04/11/2024, on peut prendre en compte les capacités d'abattement de la STEP.

La page 93 du dossier de réexamen IED prend en compte les taux d'abattement de la STEP pour justifier de la conformité des rejets. La convention de déversement est à fournir.

Conformément au VI de l'arrêté ministériel du 04/11/2024, l'exploitant ne pourra pas dépasser les valeurs fixées plus loin pour les micropolluants sans dérogation article 6 (dérogation ICPE, pas IED).

Pour mémoire, le point VIII concerne la surveillance de la toxicité (nouveau introduite par CWW). Il n'y a pas de VLE mais une surveillance est imposée avec une fréquence de surveillance à déterminer par une première campagne de mesures (qui sera à réaliser pour le 12/12/2026 pour HTL qui est BREF principal WGC).

<p>Pour mémoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les paramètres listés en 6.3.9.1 sont à surveiller pour toutes les activités de la chimie à partir d'un certain flux (fixé par la réglementation française). Possibilité de dérogation ICPE (ce ne sont pas des NEA-MTD).</li> <li>- Les paramètres listés en 6.3.9.2 sont à surveiller pour toutes les activités à partir d'un certain flux différent selon l'activité (flux fixés par la réglementation française). Possibilité de dérogation ICPE (ce ne sont pas des NEA-MTD).</li> <li>- Au point 6.3.10, les substances sont à surveiller en fonction de la qualification de l'état des masses d'eau.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La convention de déversement est à fournir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Situation de l'établissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 1.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation de l'établissement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bâtiment HTL8 sera implanté à 10,70 mètres des limites de propriété du site, conformément à l'étude de danger annexée au dossier. Les mesures compensatoires suivantes sont mises en place au vu de cette distance d'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respect des dispositions constructives de l'article 11.1 de l'AM du 1er juin 2015 ;</li> <li>• mise en place d'un écran thermique en façade nord du local Matières Premières.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b></p> <p>Le bâtiment HTL8 est en construction. Il sera hors d'eau, hors d'air pour fin septembre 2024. Il est prévu d'installer les premières cuves fin 2024 et mise au point le process début 2025. L'écran thermique en façade nord est en place, on voit encore les parpaings coupe-feu 2h à l'intérieur du bâtiment. Finalement, le bâtiment a été construit tout en parpaings.</p> <p><b>Demande du 17/09/2024 :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs attestant que la façade nord du nouveau bâtiment est</p>

bien coupe-feu 2h et que la distance aux limites du site sont respectées.

**Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :**

**1 Justification mur coupe-feu**

Le mur est réalisé en béton banché d'épaisseur 20 cm, comme le montre un extrait du plan ci-dessous (cf. plans de coffrage en annexe). En accord avec les règles architecturales et sécurité incendie, un mur béton de 15 cm d'épaisseur a une résistance au feu de 2h. (source Le Béton et la sécurité incendie, chapitre 1 conception, règles simples concernant les murs porteurs, Collection Technique Béton B94 page 16 - document fourni en annexe).

Le mur installé est donc bien REI120 par nature.

**2 Justification distance limite de propriété**

La distance entre la façade nord du bâtiment HTL8 et la limite de propriété est de 8,41m d'après le plan du géomètre, extrait ci-dessous et (fourni en annexe) au lieu de 10.70m comme distance autorisée par arrêté préfectoral complémentaire en date de 25.01.2024.

Les 10,70m énoncés dans l'additif au porter à connaissance relatif au projet HTL8 d'Octobre 2023 sont issus du permis de construire réalisé en début du projet basé sur le plan cadastral.

Un relevé par un géomètre a été réalisé depuis lors. Ce relevé a pris en compte un arrêté préfectoral de voirie en date du 04 janvier 2021 (fourni en annexe avec le plan). Cet arrêté réduit de 2m les limites de propriété du site. Cet arrêté n'a pas été intégré au cadastre et n'a pas été pris en compte lors de l'établissement du permis de construire.

Après évaluation de la situation, les arguments ci-dessous (issus de l'additif du porter à connaissance d'octobre 2023 -page 7 - fourni en annexe) sont toujours valables :

A noter principalement, l'absence de flux thermique hors du bâtiment et l'étude de non-ruine (fournie en annexe) comme l'attestent les extraits des documents présentés.

Conclusion : HTL portera à connaissance de la préfecture une révision de la distance entre le bâtiment HTL8 et la limite de propriété.

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** PAC 2025 (en cours, sera transmis d'ici fin 2025)

**Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Lors de la visite, le local de stockage de matières combustibles du bâtiment HTL8 a été visité. Ce local dispose de portes sectionnelles REI120 et de murs en parpaings et en béton. L'exploitant doit s'assurer que tous les passages de gaines et autres conduites sont bien REI120 également. Concernant la distance du bâtiment HTL8 à la limite de propriété, le constat est maintenu dans l'attente du porter à connaissance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir les justificatifs attestant que la façade nord du nouveau bâtiment est bien coupe-feu 2h et que la distance aux limites du site sont respectées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Accessibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.3.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mettre à jour le plan d'accueil des secours, le plan d'urgence interne et les plans d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b> Le bâtiment HTL8 était encore en construction le jour de la visite. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour les différents documents mentionnés au plus tard pour la mise en service. Ces documents sont à communiquer à l'inspection.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :</b> A date le bâtiment HTL8 est toujours en cours de construction. Les documents accueil des secours, plan d'urgence interne et plans d'intervention, sont rassemblés dans le POI du site (document en annexe). La version actuelle du POI ne contient pas les modifications liées à HTL8. La révision sera transmise à l'inspection avant la mise en service du bâtiment prévue sur 2025.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :</b> Clôture prévue sur fin 2025</p> <p><b>Constats de l'inspection du 03/11/2025 :</b> Le plan d'accueil des secours mis à jour avec le SDIS en 2025 a été fourni. Les autres documents seront mis à jour avant le début de l'activité d'HTL8 qui ne débutera pas avant 2026. Le constat est maintenu dans l'attente des éléments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Rétentions et confinement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 830 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats du 17/09/2024 :</b> Il manque 130 m<sup>3</sup> sur le bassin actuel qui fait 700 m<sup>3</sup>. Le maître d'oeuvre l'a pris en compte et cela sera fait avant la mise en service de HTL8.</p> <p><b>Demande du 17/09/2024 :</b> Les documents justifiant du volume une fois le bassin agrandi sont à fournir.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :</b> Un bassin de confinement d'un volume égal à 130 m<sup>3</sup> a été commandé afin de pouvoir compléter celui existant (700m<sup>3</sup>) (cf. devis Adifis_Sotrav et commande en annexe). Ce bassin sera réalisé courant mars 2025 et les documents justificatifs seront transmis à la préfecture.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 03/11/2025 :</b> Modifications et documentation réalisées.</p> <p><b>Constats de l'inspection du 03/11/2025 :</b> Les éléments concernant le dimensionnement sont détaillés dans le PAC HA stérile. Le bassin de 130 m<sup>3</sup> a été visualisé le jour de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Ressources en eau et mousse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume total de la ressource en eau disponible pour le site est de 270 m<sup>3</sup>/heure soit 540 m<sup>3</sup> pour deux heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

**Constats du 17/09/2024 :**

Il est demandé à l'exploitant de détailler les ressources en eau disponibles.

D'après le porter à connaissance du projet atelier HA stérile, l'exploitant disposerait de :

- 2 poteaux extérieurs fournissant chacun 60 m<sup>3</sup>/h,
- une réserve de 300 m<sup>3</sup> qui alimente les poteaux incendie internes du site.

Il appartient à l'exploitant de justifier des débits des poteaux extérieurs en simultané. D'après l'exploitant, les poteaux ont été contrôlés l'année dernière mais en individuel.

L'exploitant précise que le nouveau bâtiment HTL8 est configuré pour le sprinklage mais que l'installation et la mise en service de cet équipement est reporté aux années suivantes. Il explique également qu'une nouvelle cuve pour le sprinklage sera installée sur le nouveau terrain acquis pour cet usage.

**Demande du 17/09/2024 :**

L'exploitant doit justifier ses ressources en eau.

**Réponse de l'exploitant du 20/12/2024 :****1 Besoin en eau**

Les besoins en eau définis dans le plan de défense incendie sont de 480m<sup>3</sup> pour 2 heures. (document fourni en annexe).

**2 Confirmation des ressources disponibles**

Les ressources disponibles sont :

- 2 poteaux incendies externes de 60m<sup>3</sup>/h
- 1 bâche incendie de 300m<sup>3</sup> équipée de 2 motopompes assurant chacune un débit de 120 m<sup>3</sup>/h soit 240 m<sup>3</sup> sur 2 heures.

Soit au total une ressource disponible de 480m<sup>3</sup> pour 2 heures.

En octobre, une demande a été formulée auprès de la mairie de Fougères (gestionnaire du réseau d'eau potable) afin d'obtenir les résultats des tests en simultané des 2 poteaux incendie sous 1 bar. La demande a été refusée par crainte d'écrouler le réseau (en annexe les échanges de mails qui l'attestent).

Notre gestionnaire a en revanche réalisé une modélisation sur les réseaux pour simuler l'utilisation de 2 poteaux en simultané tout en intégrant leurs caractéristiques propres. A la suite de la simulation, il apparaît que les poteaux délivrent bien un débit de 120 m<sup>3</sup>/h à plus d'un bar (information orale communiquée par le gestionnaire le 09/12).

Une attestation intégrant ces résultats va nous être transmise dès lors que le maire de Javené l'aura signée. Cette attestation fera l'objet d'une communication ultérieure.

**Réponse de l'exploitant du 18/09/2025 :** Attestations obtenues et transmises dans l'additif du PAC HA stérile (Juin 2025)

**Constats de l'inspection du 03/11/2025 :**

Le détail des besoins et des ressources en eau associées est présent dans le porter à connaissance du projet HA stérile.

**Type de suites proposées :** Sans suite